

ALLOCATIONS DE DEPLACEMENT

RENSEIGNEMENTS DE DIVERS ET A DIVERS

S.N.C.F.

LA CHAPELLE, le 18 Août 1942.

Région du NORD

Matérielle et Traction

Subd^{on} du Personnel

S.P.A.

Monsieur le Chef
des Services Administratifs
à PARIS

Le programme de l'instruction professionnelle des Attachés du Service M.T prévoit des stages sur les locomotives et la question se pose de savoir quel régime il convient dans ce cas de leur appliquer au point de vue des allocations de déplacement.

Faut-il leur payer les allocations du régime C correspondant aux fonctions dans lesquelles les intéressés sont en stage ou leur appliquer le régime B en les assimilant au personnel de contrôle et d'Inspection des Services actifs ?

Je vous serais obligé de me fixer sur ce point. Je pense que l'on peut appliquer le régime le plus avantageux pour les intéressés.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du
Personnel,

Signature.

.....

35/11/42 - B.C. - T. II

27 Août 1942.

TRANSMIS à M. FATALOT, pour avoir son avis -

Il me semble que, par analogie avec ce qui est prévu pour les agents temporairement détachés au Service des trains (art. 143 du fascicule II du Règlement du Personnel), les Attachés effectuant un stage sur les locomotives, doivent être soumis au régime C.

Son tout dévoué,

(Signé) TERNY.

M. TERNY -

Vu M. LEFORT - D'accord pour les soumettre au Régime C.

(Signé) J. GIRARDOT.

Case 28 - Dossier n° 11

RENSEIGNEMENTS A DIVERS

Région Sud-Ouest - Application de P.4671

REGION du SUD-OUEST

PARIS, le 28 Décembre 1942.

Direction
Bureau du Personnel

Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel,

Il arrive qu'un agent qui bénéficie, en application des dispositions de la lettre 4671 du 14 mai 1941, d'allocations réduites de déplacement soit amené, pour les besoins du service, à prendre un repas et parfois même à découcher en dehors de sa résidence. L'intéressé reçoit alors, ainsi que le prévoit l'article 135 du Fascicule II du Règlement du Personnel, les indemnités normales de déplacement.

Le tableau de la page 286 de ce Fascicule n'indiquant pas le montant de chaque allocation partielle (repas ou découcher) de l'allocation réduite, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien nous faire connaître sur quelles bases doit être déterminé le supplément à attribuer dans le cas considéré.

P. le Directeur de la Région du
SUD-OUEST,
(signé) VIEL.

SERVICE CENTRAL
du PERSONNEL

Région du Sud-Ouest

4 JAN 1943

1ère Division.

Il y a lieu, pour régler provisoirement les cas que vous pourriez avoir, de partager l'allocation réduite en allocations partielles repas et découcher, chacune de ces allocations partielles étant égale au produit de l'allocation partielle normale correspondante par le rapport de l'allocation complète réduite à l'allocation complète normale.

A l'occasion d'une nouvelle publication du tableau des allocations de déplacement, l'allocation réduite sera scindée de la même façon que l'allocation normale.

Le Directeur,
LEFORT.

Allocation de déplacement attribuée aux agents qui sont sous le régime des allocations réduites lorsqu'ils sont déplacés en dehors de leur résidence de détachement.

L'article 135 du Fascicule II du Règlement du Personnel dispose que :

"Les allocations normales sont substituées aux allocations réduites quand l'agent est temporairement détaché (sans rentrer à sa résidence normale d'emploi) de la résidence où il est en déplacement prolongé. A son retour dans cette résidence, les allocations réduites lui sont de nouveau appliquées".

La Région du Sud-Ouest nous signale qu'il arrive qu'un agent qui bénéficie, en application des dispositions de la lettre 4671 du 14 mai 1941 d'allocations réduites de déplacement, soit amené, pour les besoins du Service, à prendre un repas et parfois même à découcher en dehors de sa résidence. L'intéressé reçoit alors, ainsi que le prévoit l'article 135 du Fascicule II du Règlement du Personnel, les indemnités normales de déplacement.

Le tableau des taux des allocations de déplacement n'indiquant pas le montant de chaque allocation partielle (repas ou découcher) de l'allocation réduite, la Région du Sud-Ouest nous demande de lui indiquer sur quelle base doit être déterminé le supplément à attribuer dans le cas considéré.

La question posée par la Région du Sud-Ouest intéresse également le cas d'un agent détaché hors de sa résidence d'emploi qui se trouve sous le régime des allocations de déplacement réduites par application des dispositions de l'article 134 du Fascicule II du Règlement du Personnel et qui vient à être temporairement détaché hors de la résidence où il est en déplacement prolongé.

La réduction du taux des allocations de déplacement en cas de déplacement prolongé, est principalement motivée par le fait que l'agent qui a reçu un préavis de 15 jours avant application du taux réduit, peut prendre pension dans sa résidence de détachement, ce qui diminue notablement ses frais de découcher.

Si, au cours du détachement, l'agent est appelé à prendre des repas en dehors de sa résidence de détachement, ses frais n'en sont pas sensiblement augmentés. Il n'en est pas de même en cas de découcher, et il apparaît que c'est dans ce cas que les allocations normales doivent être substituées aux allocations réduites.

.....

(1) agents qui se trouvent dans une situation exceptionnelle

L'article 135 du Fascicule II pourrait être complété par un renvoi qui préciserait qu'il est attribué une allocation normale complète à la place d'une allocation réduite chaque fois que le détachement hors de la résidence où l'agent est en déplacement prolongé, englobe la période de 0 h. à 3 h.